

Rwanda

Paris propose le déploiement d'observateurs civils

Afsane Bassir Pour

Le Monde, 10 août 1994

A l'instigation de Médecins sans frontières, la France a proposé le déploiement de quelques centaines d'observateurs civils des droits de l'homme au Rwanda afin d'encourager le retour des réfugiés. Bien que la proposition française ait été bien reçue par les membres du Conseil de sécurité des Nations unies, pour l'instant seulement vingt observateurs seront déployés car le coût de l'opération est exorbitant.

Selon des diplomates de l'ONU, l'envoi de chaque observateur civil pour une période de six mois revient à plus de 100 000 dollars. Il faudrait donc près d'un demi-milliard pour que quelques centaines d'observateurs puissent se rendre au Rwanda. Le déploiement des vingt premiers revient à 2,1 millions de dollars. Washington aurait accepté de financer la moitié de l'opération.

« Comme au Cambodge »

Les observateurs, qui seront déployés dans chacune des dix préfectures rwandaises, feront directement rapport au bureau du haut-commissaire pour les droits de l'homme, José Ayala Lasso. Ils seront

chargés de surveiller les conditions du retour des réfugiés et le respect de leurs droits. Leur mission devrait aussi comprendre la recherche des responsabilités dans les massacres, ainsi que l'assistance à la réconciliation politique au niveau local.

Pour les auteurs de cette proposition, le nombre de vingt observateurs est insuffisant. Au cours d'un entretien téléphonique, le secrétaire général de MSF, le docteur Alain Destexhe, qui a très activement approché les membres du Conseil de sécurité, explique qu'« avec seulement vingt observateurs, on ne peut pas espérer créer des conditions minimales de sécurité pour encourager les réfugiés au retour ». Selon lui, deux observateurs devraient être déployés dans chacune des cent cinquante communes rwandaises.

Les réfugiés « ont peur de ce qui les attend au Rwanda ; seule la présence d'observateurs internationaux dans leurs villages pourrait éventuellement les inciter à rentrer », explique le docteur Destexhe. Selon lui, l'effort humanitaire déployé « sème les germes d'un conflit futur : comme les Khmers rouges au Cambodge, les FAR [ancienne armée gouvernementale] exercent leur contrôle politique sur des centaines de milliers de per-

sonnes pour légitimer leur pouvoir, leur guerre, leur revanche ». « Ironiquement, un cercle vicieux, alimenté par l'aide internationale, se forme. »

Pour les organisations non gouvernementales (ONG), la communauté internationale devrait se concentrer non seulement sur le déploiement de « casques bleus » mais aussi, « peut-être même plus urgemment, » sur l'envoi des observateurs civils : « *Si non le monde devra assister pendant des années deux millions de personnes, s'impliquer dans une nouvelle guerre et ve-*

nir en aide à de nouvelles victimes. Ce sera, comme au Cambodge, un long cauchemar. »

A l'approche du départ des forces françaises du Rwanda (prévu le 22 août), Paris multiplie ses efforts au Conseil de sécurité pour faciliter le retour des réfugiés. A la demande de la délégation française, le Conseil devrait adopter cette semaine une déclaration « *claire et sans ambiguïté* » à l'adresse du nouveau gouvernement de Kigali, l'enjoignant de veiller à ce qu'il n'y ait pas de représailles.